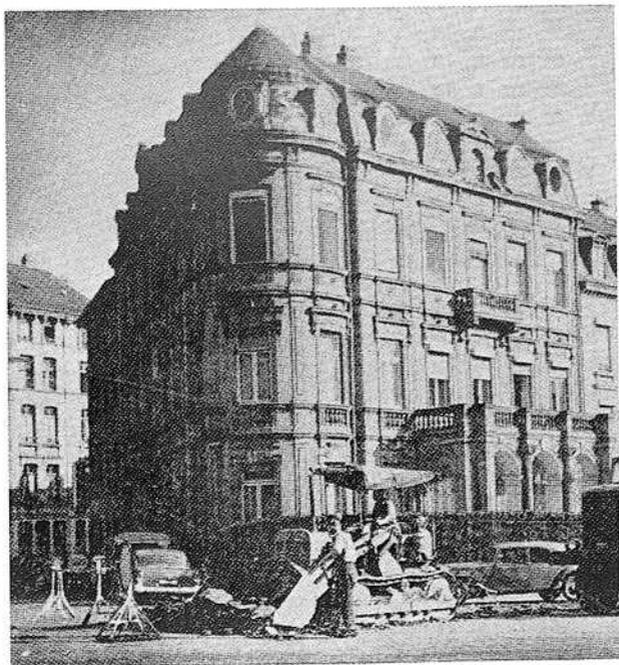


avec P. Eyschen, Robert Brasseur et Michel Welter, fut de l'avis qu'il fallait absolument maintenir le poste afin que la Souveraine fût renseignée par un autochthone, «fonctionnaire de l'État, sous la direction du Gouvernement et en communion avec lui... Le régime constitutionnel, disait aussi Brincour, exclut toutes les autres influences qui pourraient chercher à s'introduire dans l'esprit du Souverain (Bravo!)... C'est pour cela que l'entourage politique du Souverain doit être composé de Luxembourgeois qui sentent comme nous... et dont l'idéal n'est pas Hinterpommern. (Très bien! Très bien! Applaudissement général).»<sup>55</sup>)

Cette diatribe fut fort peu goûtée dans les milieux intéressés... et ne fut jamais pardonnée à Brincour, destiné d'ailleurs par deux événements à disparaître bientôt de la plate-forme politique.

Sa mise au ban par l'évêque de Luxembourg (mesure qui frappa tous les députés ayant voté la loi scolaire) et la tactique d'Emile Prum de propager entre les électeurs d'Echternach l'article, déplacé et offensant pour les Epternaciens, que la «Lumière maçonnique» (1912, p. 427 s.) avait publié sur la



Photothèque de la Ville

*Maison Brincour, Boulevard Royal,  
avant son démolissement en 1969*